



Commission nationale de la naissance et de la santé de l'enfant

Projet de loi de modernisation du système de santé

MARDI 23 JUIN 2015

Politique de santé: au niveau national

Concernant la santé des enfants

La politique de santé

- *relève de la responsabilité de l'État (...) Elle est conduite dans le cadre d'une stratégie nationale de santé définie par le Gouvernement, dans des conditions fixées par décret en Conseil d'État.*

Un volet de la stratégie nationale de santé détermine les priorités de la politique de santé de l'enfant »

Politique de santé au niveau national

Concernant la santé des enfants

La politique de santé comprend :

- « 1° La surveillance et l'observation de l'état de santé de la population et l'identification de ses **principaux déterminants, notamment ceux liés à l'éducation** et aux conditions de vie et de travail...
- « 2° La promotion de la santé dans tous les milieux de vie, **notamment dans les établissements d'enseignement** et sur le lieu de travail, la réduction des inégalités sociales et territoriales de santé et la réduction des risques pour la santé liés à des facteurs d'environnement ...

Politique de santé au niveau national

Concernant la santé des enfants

La politique de santé comprend :

- « 3° *La prévention collective et individuelle des maladies et de la douleur, des traumatismes et des pertes d'autonomie, notamment par la définition d'un **parcours éducatif de santé de l'enfant, par l'éducation pour la santé tout au long de la vie** et par le développement de la pratique régulière d'activités physiques et sportives à tous les âges ;*
- « 3° bis *L'animation nationale des actions conduites dans le cadre de la **protection et de la promotion de la santé maternelle et infantile** mentionnée à l'article L. 2111-1 ;*
- « 4° *L'organisation des **parcours de santé**. ...*

*Les services de prévention collective (**notamment santé scolaire et PMI**)
contribuent à la politique de santé*

Politique de santé au niveau territorial

- Le **conseil territorial de santé** est notamment composé de représentants des élus des collectivités territoriales , **des services de protection maternelle et infantile (...)** et des différentes catégories d'acteurs du système de santé du territoire concerné. (article 38)
- Prise en compte spécifique des **enfants et des adolescents** dans la mise en place du **projet territorial de santé mentale**. (article 13)

médecin traitant pour l'enfant (article 16)

- Extension du dispositif aux moins de seize ans

Spécificités:

- Dispositif non contraignant (pas de sanctions)
- Articulation prévue avec la santé scolaire et la PMI
- Mission particulières dans la coordination des soins spécifiques à ce patients notamment en ce qui concerne **le parcours de soins des enfants atteints d'une maladie chronique et la transition vers le parcours de soins de l'adulte**

Politique de santé

Concernant la santé reproductive et sexuelle

- Le titre de la deuxième partie du code de la santé publique devient « Santé sexuelle et reproductive, droits de la femme et protection de la santé de l'enfant »
 - en cohérence avec la définition de l'OMS
 - Importance d'une définition inclusive, globale et non discriminante

Politique de santé: au niveau national

Simplification de la délivrance de la contraception d'urgence dans les établissements d'enseignement du second degré (Art 3 modifiant l'art. L. 134-1 du CSP)

- - les infirmiers/infirmières délivrent une CU... en s'assurant d'un accompagnement psychologique, en veillant à la mise en œuvre d'un suivi médical, notamment en ***orientant l'élève vers un CPEF***
- - suppression des mots ***à titre exceptionnel*** et ***détresse caractérisée***

Possibilité pour les CPEF de vacciner dans le cadre des actions de prévention qu'ils dispensent (Art. 17 bis A, modifiant l'art. L.2311-5 du CSP) .

Politique de santé: au niveau national

Exercice des sages-femmes

- **Art L.4151-1 du CSP** : la SF peut
 - effectuer l'examen postnatal à condition d'adresser la femme à un médecin en cas de situation pathologique constatée;
 - Prescrire des substituts nicotiques à **toutes les personnes qui vivent régulièrement dans l'entourage de la femme enceinte ou du nouveau-né ou assurent la garde de ce dernier**
- **Art. L. 4151-2** : les SF peuvent pratiquer, en vue de protéger le nouveau-né, les vaccinations **des personnes qui vivent régulièrement dans son entourage**, dans des conditions déterminées par décret. Ce décret détermine les **modalités de transmission des informations** relatives à ces vaccinations au médecin traitant;
- Un arrêté du ministre chargé de la santé **fixe la liste des vaccinations.**

Médiation sanitaire (article 21)

Inscription dans la loi les dispositifs « médiation sanitaire » et « interprétariat linguistique ».

- Améliorer l'accès aux droits, à la prévention et aux soins de populations éloignées du système de santé en prenant en compte leurs spécificités.
- Encadrer des pratiques déjà existantes par des référentiels de compétences et de formation (HAS)
- Préciser l'étendue et les limites des missions des médiateurs sanitaires et des interprètes linguistiques en fixant un cadre déontologique d'intervention au bénéfice des usagers les plus éloignés du système de santé.

Renforcer les habitudes de vie favorables à la santé, tant des jeunes que de leur entourage

- *Promotion de l'activité sportive*
 - Promotion des modes de déplacement actifs, notamment la marche et le vélo.
 - Afin de favoriser la pratique sportive : simplification du dispositif de production d'un certificat médical pour la pratique d'un sport (obtention et renouvellement de la licence).
- *Lutte contre l'obésité*
 - Amélioration de l'information des consommateurs sur la qualité nutritionnelle des aliments (affichage d'un score nutritionnel).
 - Interdiction des fontaines à sodas en libre service.
- *Lutte contre l'anorexie mentale et la maigreur excessive*
 - Prévention des troubles des conduites alimentaires.
 - Création d'un délit d'incitation à la maigreur.
 - Obligation d'indiquer si les photos de mannequins sont retouchées.
 - Interdiction d'exercer une activité de mannequin en cas d'IMC insuffisant.

Environnement

- Exposition au plomb : renforcement de l'information des femmes enceintes.
- Protection des enfants contre les jouets contenant du bisphénol A.
- Réduire le risque d'exposition aux rayons UV avec l'interdiction de la mise à disposition d'appareils de bronzage pour les mineurs.
- Lutte contre le bruit : les appareils portables permettant l'écoute de son par l'intermédiaire d'écouteurs ou d'oreillettes... sont conçus de façon à être sans danger pour l'audition de l'utilisateur et... sont accompagnés de messages à caractère sanitaire sur les risques liés à leur utilisation et sur la manière de prévenir ces risques.
- Information des jeunes sur les conduites à risque pour la santé (notamment surdité) lors de la journée défense et citoyenneté.

Lutte contre le tabagisme

- Interdiction de l'installation d'un débit de tabac à proximité d'un établissement de formation de jeunes.
- Interdiction du vapotage dans les établissements accueillant des jeunes.
- Interdiction de fumer dans les véhicules transportant des mineurs.
- Nécessité de faire preuve de sa majorité pour acheter du tabac ou une cigarette électronique.
- Instauration du paquet neutre.
- Interdiction des arômes dans les cigarettes et le tabac à rouler.
- Interdiction de la publicité pour les cigarettes électroniques.
- Mise en place d'une consultation destinée à lutter contre le tabagisme des femmes enceintes.

Lutte contre l'alcoolisation excessive

- Interdiction de provoquer un mineur à la consommation excessive ou habituelle d'alcool.
- Interdiction d'offrir à titre gratuit ou onéreux à un mineur tout objet incitant directement à la consommation excessive d'alcool.

Réduction des risques liés aux drogues

- Information sur risques sanitaires liés à la consommation de produits illicites.
- Création expérimentale de salles de consommation à moindre risque.